

COURRIER DE L'ASSOCIATION

Bulletin de liaison des boursiers, stagiaires et participants aux colloques

LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement a été ouverte le 23 mars à Genève par M. Thant, Secrétaire général des Nations Unies, en présence des représentants de 123 pays et de 19 institutions internationales spécialisées ou d'organisations inter-gouvernementales. La Commission de la C.E.E. était représentée en qualité d'observateur.

La réunion de cette conférence est due en grande partie à une initiative des Etats du Tiers Monde qui s'inquiètent de plus en plus de constater que leurs exportations qui représentaient, en 1950, le tiers du commerce mondial, n'en constituent plus, à l'heure actuelle, que le cinquième.

Le but de cette conférence est donc de rechercher certaines formules qui permettraient aux Etats en voie de développement d'accroître le volume de leurs exportations, non seulement de produits agricoles et de matières premières, mais aussi de produits transformés, pour leur permettre de diversifier de plus en plus largement leurs économies, de se procurer les devises dont ils ont besoin pour acquérir à l'étranger des machines et certains produits de consommation et de relever le niveau de vie de leurs populations.

Sans méconnaître l'intérêt que présentent toutes les questions figurant à l'ordre du jour, on doit souligner l'importance particulière que revêtent les commissions 1 et 5, plus spécialement chargées respectivement des problèmes des produits de base et des organisations régionales.

Les travaux au sein des Commissions ont débuté par des exposés généraux qui ont occupé les deux premières semaines et les travaux précis des experts ont commencé avec la troisième semaine, du moins à la Commission 1.

Coordination entre les participants

Tout au long de la Conférence, les participants ont coordonné leur action au sein de leurs groupes respectifs, les Etats membres entre eux et avec les Etats africains et malgache associés (E.A.M.A.). Ceux-ci ont également d'étroits contacts entre eux ou avec d'autres délégations de pays en voie de développement.

La coordination entre les délégations de la C.E.E. et celles des E.A.M.A. est particulièrement satisfaisante; elle sera maintenue de manière continue. Les représentants de la C.E.E. et ceux des E.A.M.A. auront en effet à unir leurs efforts pour défendre l'Association contre les assauts de tous ceux qui sous couvert de suppression des discriminations ne manqueront pas d'attaquer systématiquement les préférences réservées par la C.E.E. à l'écoulement des produits des E.A.M.A.

Pour mieux apprécier les positions respectives prises au cours des interventions, il paraît intéressant de les résumer en les répartissant entre les différents regroupements suivants :

Ceux qui vous parlent aujourd'hui :

La Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, H. Baniçlès, Expert à la Direction des Echanges Commerciaux	p. 1
Nos stagiaires dans le sud-ouest de la France, Abou Diakité	p. 4
E.E.C.'s relations with the overseas Associates, Mohamed Abshir Yusuf	p. 6
Courrier des lecteurs	p. 8

Les pays occidentaux

Tous les représentants des Etats membres de la C.E.E. et le représentant de la C.E.E. ont apporté le témoignage de l'intérêt qui s'attache au succès de la Conférence et présenté dans leurs grandes lignes les solutions que les experts communautaires devront défendre dans le cadre des 5 Commissions spécialisées entre lesquelles ont été réparties les différentes questions figurant à l'ordre du jour. Ces solutions se résument en des mesures propres à assurer la stabilisation des marchés des produits de base, l'amélioration de recettes à l'exportation des pays en voie de développement, l'aide à la promotion économique de ces pays par la diversification des productions et l'industrialisation. Sur ce dernier point, les propositions contenues dans le plan dit « Brasseur » ont particulièrement retenu l'attention, non seulement des E.A.M.A., mais aussi des autres pays en voie de développement.

Par ailleurs, les représentants de la Communauté n'ont pas manqué de faire ressortir combien l'association de certains pays en voie de développement à la C.E.E. constituait une démonstration efficace de la volonté de la C.E.E. d'apporter son concours au développement d'un certain nombre de pays d'une zone géographique actuellement limitée mais susceptible d'extension.

Les autres pays occidentaux, notamment les Etats Unis et le Royaume Uni, tout en manifestant leur volonté de contribuer efficacement à la solution des problèmes, n'ont pas dans leurs déclarations générales apporté des contributions particulièrement précises ou originales, s'en tenant dans l'ensemble par priorité à la seule élimination des entraves aux échanges ou la suppression des préférences, sans aborder, aussi nettement que les représentants de la C.E.E., les problèmes de fond que pose le déséquilibre des échanges extérieurs des pays en voie de développement.

Quant aux pays scandinaves, très ouverts à toutes les solutions possibles, ils se sont également attachés à la suppression des entraves et des discriminations.

Les pays de l'Est

Les pays de l'Est se sont, dans une large mesure, abstenus de prononcer les grands discours politiques traditionnels mettant en cause l'impérialisme, le capitalisme et le colonialisme. Ils ont soutenu l'excellence de leurs pratiques commerciales fondées sur des accords bilatéraux à long terme ; affirmé la progression sensible de leurs importations de produits de base en provenance des pays en voie de développement ainsi que leur désir d'accroître encore ces importations dans les années à venir. Ils se sont déclaré partisans des accords de stabilisation des marchés des produits de base, de l'élimination des entraves et favorables à toutes mesures de nature à

améliorer la condition économique des pays en voie de développement.

Ces déclarations très encourageantes dans leurs termes ont suscité tout de même quelque réserve en raison de l'organisation des échanges des pays à commerce d'Etat et des quantités très limitées des produits des pays en voie de développement absorbés jusqu'ici par les immenses marchés des pays de l'Est.

Les pays en voie de développement

Ils ont, dans leur ensemble, souligné la nécessité de l'instauration de mécanismes de stabilisation et de revalorisation des cours des produits de base.

Plus particulièrement, les représentants des E.A.M.A. ont appuyé les idées du memorandum français relatives au relèvement des prix des produits par l'organisation des marchés et l'application de prélèvements à l'importation. A noter que les pays membres du Commonwealth britannique ont défendu un point de vue différent, plus proche des règles de libre échange et tendant principalement à la suppression des entraves à l'écoulement des produits de base et la non discrimination.

Les pays d'Amérique Latine faisant référence à la Charte d'Alta Gracia, qu'ils ont rédigée au début de cette année et qui constitue la somme de leurs propositions, ont préconisé une nouvelle structure du commerce international basée sur un traitement préférentiel généralisé et non discriminatoire en faveur de tous les pays en voie de développement. Toutefois, ils n'excluaient pas l'application d'un traitement différencié qui corresponde aux caractéristiques particulières de pays se trouvant à divers stades de développement.

Enfin, les pays asiatiques, tels que l'Inde et le Japon, ont principalement souligné l'importance du programme d'action du G.A.T.T. et souhaité la conclusion d'accords de stabilisation des cours des produits de base. Par ailleurs, tout traitement préférentiel en faveur des pays en voie de développement devait, à leur avis, être accordé sans discrimination.

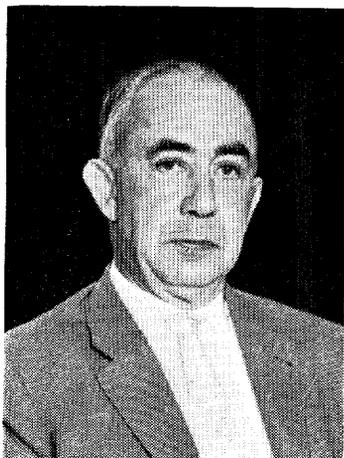
Conclusions

L'Assemblée plénière, prévue pour le 25 mai, aura à se prononcer sur les rapports des Commissions et les conclusions auxquelles auront abouti les travaux de la Conférence qui doit se clôturer le 15 juin.

Beaucoup de bonne volonté, beaucoup d'efforts seront nécessaires pour que les thèses différentes en présence se rapprochent et se concilient de manière à assurer dans les limites du réalisable le succès de la Conférence. On ne doit pas en effet perdre de vue l'espoir, que tant de pays ont formé à la faveur de cette confrontation, de la préparation d'un avenir meilleur pour les déshérités par des relations plus équitables entre les peuples et qui sont essentielles à la sauvegarde de la paix dans le monde.

H. BANICLES.

Heinrich HENDUS



Monsieur Heinrich Hendus, Directeur général du Développement de l'Outre-Mer, est né en 1912 à Fulda, en Allemagne.

Après de brillantes études de droit dans diverses Universités de langue allemande, il exerça jusqu'en 1940 la carrière de magistrat auprès des autorités judiciaires à Francfort-sur-le-Main.

Soldat, puis officier de l'armée allemande, il participa aux campagnes de Libye et de Tunisie et termina la guerre en captivité aux Etats-Unis.

Dès 1946, il poursuit sa carrière d'avocat, pour entrer, en 1952, dans le service diplomatique de son pays. Au Ministère des Affaires étrangères à Bonn, il s'occupe surtout des questions en rapport avec le statut d'occupation du pays par les puissances alliées et de la Conférence internationale sur le Règlement de la Dette extérieure de l'Allemagne, en 1952 et 1953 à Londres.

Au mois de mars 1956, il est nommé Consul général de la République fédérale en Algérie, devenant ainsi le premier représentant de l'Allemagne dans ce pays depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le 1er septembre 1960, Monsieur Hendus est nommé Directeur général à la Commission de la C.E.E. Sa prise de fonction coïncide avec l'accession à l'indépendance de la majorité des pays associés au Marché commun. Responsable, sous l'autorité de Monsieur Henri Rochereau (1), des relations avec ces pays, il a rapidement établi avec leurs représentants les relations imprégnées de confiance et de cordialité mutuelles qui caractérisent leurs rapports avec l'Europe des Six.

Tant au cours de nombreux déplacements en Afrique que dans le cadre des négociations qui ont abouti à la signature, le 20 juillet 1963 à Yaoundé, de la Convention d'Association, dont il fut un des plus éminents artisans, Monsieur Hendus ne cesse de manifester l'intérêt primordial qu'il porte aux problèmes du développement économique, social et culturel des Etats africains et malgache associés à la C.E.E.

(1) Voir notre « Profil » dans le n° 3.



Dear Readers,

I hope that you — or at least some of you — have received our previous bulletins and have liked them, even if you do not read French. I have already explained that we cannot have a special edition in English; that is why I am giving you this summary in that language.

In this, the fourth « Courrier », we have first of all an article on the U.N. Conference on Trade and Development which opened in Geneva on March 23. You can imagine how important its conclusion will be for us.

Next to my letter, there is the « Profile » of Mr. H. Hendus, our Director General, who, after a successful career as a lawyer and in the German foreign service, joined the Commission in September 1960.

I am glad to have an article in English this time (p. 6); it requires of course no explaining to you.

Finally, there is a report by one of our African trainees on a trip to the South-West of France.

So much from me — how about hearing from you?

*Your sincerely,
O.I. SOLF*

*
**

Cari lettori,

Spero che abbiate, almeno parte di voi, ricevuto i precedenti numeri del nostro « Courrier » e che essi abbiano potuto interessarvi anche se non avete una approfondita conoscenza della lingua francese. Mi spiace d'altro canto dirvi che ci è impossibile di avere un'edizione in italiano, ed è perciò che vi farò un breve riassunto del contenuto di questo numero, nella lingua europea che vi è più familiare.

In questo quarto numero del « Courrier », abbiamo prima di tutto un articolo sulla Conferenza delle Nazioni Unite sul Commercio e lo Sviluppo, apertasi a Ginevra il 23 Marzo scorso. E' facile immaginare quanto le conclusioni di un simile simposio saranno per noi importanti.

Troverete poi un « Profilo » del Dott. H. Hendus, nostro Direttore Generale, il quale dopo una brillante carriera, come giurista e poi presso il Ministero degli Affari Esteri, della Repubblica Federale di Germania, ha raggiunto la Commissione della C.E.E. nel settembre 1960.

Un articolo in inglese, scritto da un vostro compatriota, potrà facilmente essere compreso da quelli fra voi che hanno dimestichezza con questa lingua.

In fine, troverete un resoconto di un viaggio nel Sud-Ovest della Francia, redatto da uno dei nostri tirocinanti Africani.

Spero che vorrete, di tanto in tanto, farmi avere vostre notizie.

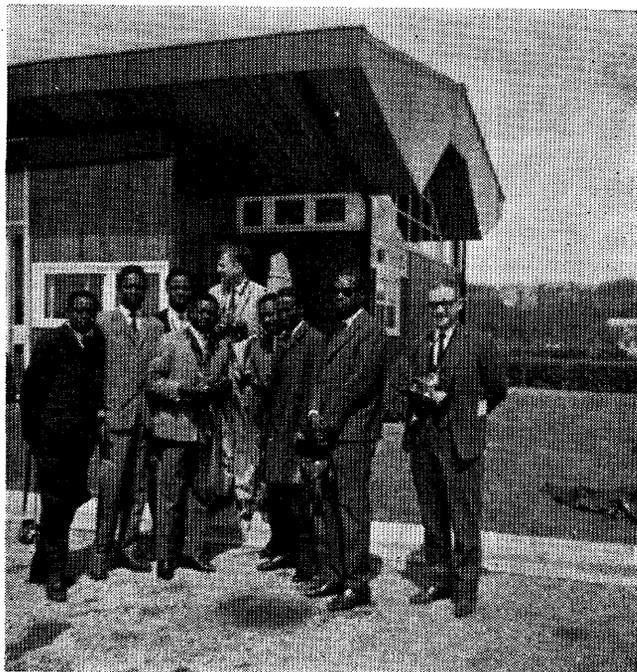
*Cordialmente,
O.I. SOLF.*

Nos Stagiaires

dans le sud-ouest de la France

Le dernier voyage d'études des stagiaires africains, actuellement chez nous, les a conduits dans le Béarn et le Pays Basque. M. Abou Diakité, du Mali, nous donne ici ses impressions sur ce voyage.

Dans le cadre du programme de stage pour ressortissants des Etats africains et malgache associés à la C.E.E., un groupe de sept stagiaires s'est rendu du 19 au 26 avril dans le Béarn et le Pays Basque français sous la conduite de Monsieur O. I. Solf, fonctionnaire de la Direction Générale du Développement de l'Outre-Mer.



A son arrivée à Artix, le groupe a été accueilli par M. Hurlot, de l'ASATOM, qui l'accompagna toute la semaine.

La première étape du voyage commençait, le lendemain, par la visite du complexe industriel de Lacq, situé à 25 km de Pau dans le département des Basses-Pyrénées. C'est en 1949 que la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine découvrit pour la première fois en France un gisement de pétrole brut qu'elle décida d'exploiter.

L'exploitation des niveaux sous-jacents du même gisement a permis la découverte en 1951 du gaz naturel et les travaux de mise en valeur ont été entrepris dès 1952 malgré la conjonction

de plusieurs facteurs défavorables : corrosité, température, etc. L'exploitation du gisement n'a pu donc se faire qu'à partir de 1957 avec une production qui a atteint 20 millions de mètres cubes/jour en 1961. Une usine de traitement de 200 ha environ a été construite sur le gisement même afin de rendre le gaz consommable. Elle est équipée de matériel français, mais son fonctionnement s'inspire de techniques américaines.

La production de Lacq.

Les opérations réalisées à l'usine de Lacq sont de trois ordres :

- a) la désulfuration aux amines
- b) le dégazolinage par absorption d'huile et par le froid
- c) la production de soufre par oxydation.

Pour un montant global d'investissement de l'ordre de 1,1 milliard NF, les productions annuelles sont :

- 4.750 millions mètres cubes de gaz épuré
- 1.400.000 tonnes de soufre
- 260.000 tonnes d'essence
- 54.000 tonnes de propane
- 70.000 tonnes de butane

Ces productions sont commercialisées sur l'ensemble du territoire français et utilisées dans la chimie, la sidérurgie et autres, surtout par les entreprises de grosse industrie situées dans le Sud-Ouest et dans le Centre-Est.

L'effet de la découverte du gaz est plus saisissant dans les environs immédiats du gisement, région à caractère exclusivement agricole qui a vu surgir à côté de la S.N.P.A. un véritable centre industriel. Une centrale électrique fonctionnant au gaz naturel a été construite à Artix et fournit à Pétionne une partie du courant produit pour le fonctionnement d'une usine d'aluminium — la plus importante d'Europe — installée à Noguères et qui a une capacité de production de 90.000 tonnes/an. Dans une localité voisine, à Pardiès, cinq grandes Sociétés françaises se sont associées sous le nom d'Aquitainchimie et utilisent le gaz naturel de Lacq pour la fabrication d'acétylène et d'ammoniaque. Ces deux produits sont employés à leur tour sur place par les cinq grandes Sociétés pour des fabrications les plus diverses.

Force productrice hypertrophique créatrice d'activités nouvelles et touchant les secteurs vitaux et moteurs de l'activité économique, le centre industriel de Lacq, hautement mécanisé, a apporté un nouvel essor dans les départements du Sud-Ouest

français. Une ville nouvelle — Mourenx — de 12.000 habitants a été construite et abrite le personnel très réduit des diverses usines. La satisfaction des besoins de ses habitants nécessite l'adaptation des productions du Béarn, depuis l'agriculture jusqu'à l'usine de chaussures Bidegain à Pau. Cette adaptation engendre également de nouvelles créations d'emplois pour la population féminine de Mourenx, etc.

L'évolution économique régionale.

Plusieurs d'entre nous voyaient pour la première fois un complexe industriel aussi important. Au cours des visites et pendant les déjeuners-débats organisés à notre intention par les responsables locaux, nous n'avons cessé de manifester notre étonnement devant les répercussions aussi visibles, aussi sensibles des investissements réalisés à Lacq et l'évolution économique de la région qu'ils ont suscitée.

Après avoir visité la coopérative céréalière de Billère, la cave coopérative de Gan-Jurançon et l'usine Bidegain à Pau, en raison de leur influence économique sur la région, le groupe s'est rendu le 22 au soir à Bayonne dans le Pays Basque.

La journée du 23 devait commencer par la présentation du Pays Basque : ses traditions, l'artisanat local et son importance dans l'économie régionale. Une jeune fille du Musée basque de Bayonne nous a très agréablement aidés à découvrir et à comprendre l'âme basque à travers les mœurs, les coutumes, les traditions, les croyances relatives à la famille, au travail, au jeu, etc.

L'après-midi nous a permis de voir, d'une part, un prolongement de Lacq, à savoir le port soufrier de Bayonne d'où partent, sur bateau, des chargements de soufre pour diverses destinations et, d'autre part, les installations portuaires de la coopérative de Billère.

Pendant, l'industrie sous ses différentes formes ne doit pas nous faire oublier l'artisanat qui a, lui aussi, des formes diverses et caractéristiques. Quoique de plus en plus rares, on découvre dans les villages basques, Bayonne, Laressore, des fabricants de pelotes, de sandales, de chisteras, de makhilas. Méritant ainsi son nom, cet artisanat est individuel, se transmet de père en fils et conserve sa particularité en survivant à côté de l'industrie. Il doit, cependant, contre tous les souhaits, s'adapter à la vie moderne, car c'est dans ce sens qu'il est amené à évoluer.

Pour avoir une idée de l'importance de l'aspect touristique dans l'économie de la Côte Basque, nous avons visité rapidement, sous l'égide du Syndicat d'Initiative de Biarritz, quelques installations hôtelières, souvent très anciennes. A en juger par les diverses industries du poisson, les conserveries et les coopératives de pêche, la Côte Basque est par ailleurs très poissonneuse. Ces activités procurent aux populations des revenus substantiels non négligeables.

Le Pays Basque se divisant entre la France et l'Espagne, nous ne saurions rentrer à Bruxelles sans apprécier, de l'autre côté de la frontière, la similitude des ressources économiques côtières. Pour ce faire, nous avons dû nous rendre à San Sebastian à travers la Province de Guipuzcoa.

Voici, dressé en quelques traits de plume, le récit d'un voyage qui avait pour but de nous mettre au contact des réalités d'une région où nous pouvions avoir une vue d'ensemble de tous les composants de la vie d'un peuple. Les organisateurs du stage ont essayé et réussi, même schématiquement, à nous faire perce-

voir les exigences de l'industrie moderne bouleversant et réorganisant les structures traditionnelles.

Quand bien même ce paysage riche en couleurs et en lumière eût-il été charmant à travers quelques-uns de ses aspects ici relatés, ce récit, si bref soit-il, serait incomplet si l'on ne mettait pas un accent particulier sur la personnalité propre des peuples qui y vivent. Pleines de vie et de gaieté, ces populations réservent pour leurs visiteurs une profonde amitié qui se manifeste dans la facilité des contacts entre individus dans les rues, les cafés, etc. Des deux côtés de la frontière, les Basques sont les mêmes dans leurs habitudes et l'on retrouve avec joie, de Saint-Jean-de-Luz à San Sebastian, la même ambiance, la même animation quotidienne des rues, le soir, après de rudes journées de travail.

Nous remercions très vivement toutes les personnes qui ont bien voulu consacrer une partie de leur temps à livrer à notre curiosité les multiples tendances, tant du point de vue économique, que social et culturel, de leurs peuples et les prions de trouver ici l'expression de notre cordiale amitié.

Nous saluons tout particulièrement M. le Docteur Plantier, Conseiller Général et Maire d'Artix, ainsi que toutes les personnalités régionales, municipales, industrielles, agricoles, commerciales et patronales pour leur apport très apprécié au succès de notre voyage.

FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT		
Financements approuvés à la date du 1er mai 1964 (en milliers d'unités de compte)		
Pays et Territoires	Nombre de projets	Montant total
Congo (Léopoldville)	14	14.631,—
Rwanda	10	4.844,—
Burundi	13	4.753,—
Algérie-Sahara	9	20.427,—
Cameroun	26	44.497,—
Centrafrique	24	14.225,—
Comores	6	2.636,—
Congo (Brazzaville)	17	18.702,—
Côte d'Ivoire	18	33.387,—
Côte Française des Somalis	2	1.367,—
Dahomey	18	18.658,—
Gabon	14	13.336,—
Guadeloupe	5	5.331,—
Guyane	1	2.005,—
Haute-Volta	12	53.528,—
Madagascar	40	53.528,—
Mali	25	33.009,—
Martinique	4	6.749,—
Mauritanie	11	12.539,—
Niger	6	24.731,—
Nouvelle-Calédonie	5	1.560,—
Polynésie	1	2.474,—
Réunion	5	7.516,—
St-Pierre et Miquelon	1	3.545,—
Sénégal	20	37.037,—
Tchad	18	28.197,—
Togo	18	13.995,—
Groupements d'Etats	3	7.891,—
Somalie	5	6.825,—
Nouvelle Guinée	4	7.458,—
Surinam	4	11.194,—
Total :	359	483.481,—

E.E.C.'S RELATIONS WITH THE OVERSEAS ASSOCIATES

Mr. Mohamed Abshir Yusuf, who comes from Somalia and who works for the Somali section of the B.B.C. in London, gives his personal view on the association of his own country — and seventeen others — with the Common Market.

We do not agree with him on all points, but we share his opinion that, as Mr. Yusuf wrote in an accompanying letter, « in order to understand each others views, we, Africans and Europeans, ought to be frank, tolerant and receptive in our approach to our common problems ».

We shall be glad to have our readers' comments on this interesting article.

In order to appreciate how the formation of the Common Market came about and how its relations with the Associates developed, one ought to understand the situation in Europe during the few decades preceding its birth.

In the past, Europe had been divided into many relatively small and rival states which formed alliances and counter alliances in order to destroy one another. These states had been in constant war with the result of irreparable loss of men and property. In such conditions the development of trade and good relations among the European states was very difficult, if not impossible, and consequently, the development of wealth and prosperity of individual countries was very limited. Of the innumerable wars fought between these European states, the latest two, and the most destructive, were the First and Second World Wars of 1914-18 and 1939-45 respectively.

L'auteur de cet article, Somalien, travaille dans la section Somalienne de la B.B.C. à Londres. Il donne son opinion personnelle sur l'Association de son pays — et de dix sept autres — avec le Marché Commun.

Nous ne partageons pas l'avis de l'auteur sur tous les points, mais nous sommes d'accord avec lui lorsque il écrit dans sa lettre d'envoi, qu'il a rédigé cet article « pour permettre une meilleure compréhension mutuelle de nos opinions et que, Africains et Européens doivent faire preuve de franchise, de tolérance dans l'examen des problèmes qui les intéressent tous ».

Nous serons heureux de recevoir le commentaire de nos lecteurs sur cet intéressant article.

These wars affected not only Europe, but the whole world. Both wars started and were mainly fought in the heart of Europe : much of the treasures Europe had been accumulating for centuries and its manpower were lost, mainly in the Second World War which, strangely enough, it created, fought and won.

After the devastation of the Second World War, the European States were too weak economically to recover the effects of the war individually and too disorganised politically to pool their resources together and act in a united front so that they could meet the needs of their peoples : the rebuilding of Europe in every sphere. Some sort of European collective, united action with vast friendly foreign aid was the answer. The U.S. provided most of the required aid in her famous Marshall Aid Programme. With this historical European background (and with this American help) most of the West European post-war leaders, who had much in common, often met to discuss ways and means to co-ordinate and merge Europe's economic and political policies : an eventual union of Europe.

The European Economic Community was the outcome of these continuous European discussions and European needs. The Treaty of Rome, under which it was formed, was signed in 1957, and it came into effect in 1958. Its members, the Six, as they are known, are France, West Germany, Italy, Netherlands, Belgium and Luxemburg.

However, the member countries were not quite by themselves at the time of the signing of the Treaty. Most of them had colonies in Africa and elsewhere, and these colonies were supposed to share both for good and for worse with their administering powers. They shared with them the wars, so why not share the wealth ? Thus, when the E.E.C. was being formed, the member countries which had colonies insisted that their dependencies should be brought into the Common Market in an associate status. Regrettably, under the Treaty of Rome, only European states are allowed to become full members of the Common Market and all other states can only become associate members. Associates do not have a say in the running and major policies of the Common Market but, of course, they have a strong say in their dealing with it and they are free to decide their relations with the Market, although it is argued that they (associates) are in a weaker position in their trade bargaining with the Market.

At the moment there are eighteen independent African and Malagasy countries associated with the E.E.C. All of them were former colonies of the European member states. Their association with the Common Market, in the first convention of 1957 under the Treaty of Rome, was arranged without their will and agreement and, as such, it was bound to be unsatisfactory. Under this previous convention, the dependencies as well as the member states, were to benefit from preferential trade terms.

Both parties would enjoy mutual tariff reductions on their imports and an eventual abolition of customs duties was foreseen. The Six set up an investment fund amounting to 581 million dollars to provide capital to help their associates. This fund was to be invested in the industrial, social and economic fields. Most of the fund was actually spent in these fields in the years following the first convention.

However, since the Treaty of Rome was signed in 1957, the face of Africa has changed: all the associated African countries have won and attained independence. They chose, however, to remain associated and a new convention was negotiated on the basis of equality between the Community and the associates. This new convention was negotiated in Brussels and signed in Yaoundé, the capital of Cameroons, in July 1963. The Yaoundé convention gave the associates a new image. Their tough bargaining opened them new doors: their imports to the Common Market were to be increased; though enjoying the reduction of tariffs on their imports, yet they were allowed to protect their infant industries and budgetary revenues; aid will be highly increased in the next five years, (730 million dollars earmarked for the 18 associates), and they were allowed to deal freely with third countries economically. As they won independence one by one, the associates opened embassies in Brussels to look after their interests in the Common Market.

Nevertheless, despite the above-mentioned benefits for all concerned, some non-associated African countries have their doubts about the Common Market, as much on economic as on political grounds. They feel that the industrialised European countries would dictate to the weaker, raw material producers and would also retard African industrialisation, as well as dividing Africa into a number of preferential areas. Two are already in existence, the Common Market and the Commonwealth. Many critics of the Common Market think that it's a « cloak for perpetuating colonial privileges » and an attempt to rule Africa by dividing it. President Nkrumah of Ghana was, perhaps, one of the strongest African critics when he commented about the Common Market in these terms « The present set-up of the E.E.C. will not only discriminate between independent African states economically, but it will also perpetuate by economic means the many artificial barriers

which were imposed on Africa by the European colonial powers ».

But there are other non-associated African states who do not share these doubts. For example, a number of African Commonwealth members, namely, the East African countries of Kenya, Tanganyika and Uganda, and Nigeria, are having talks with the E.E.C. on a possible but different kind of association.

However, the nations of the World are moving closer together towards trade with each other, for it has become crystal clear that no nation is or can be self-sufficient in this interdependent world. Therefore, would not an ideal, universal market be a World Market, perhaps, with regional departments, a market in which all nations, big or small, developed or developing, would have confidence and trust, and would be happy and proud to belong to? To some, an affirmative answer may seem unrealistic but nothing is impossible in our small world today if we only have the will and courage to accomplish such a noble aim.

Monsieur Jean Durieux a été nommé depuis le 1er mai, Directeur de la Direction des Etudes de Développement, poste rendu vacant par le décès de M. Lefèbvre.

Guy SMET †

Nous avons le pénible devoir d'annoncer le décès, survenu accidentellement à Bruxelles le 4 avril 1964, de notre collègue Guy Smet, âgé de 40 ans.

Tous les anciens stagiaires et nombre de participants aux colloques avaient pu apprécier ses qualités de dynamisme et sa personnalité toujours empreinte de chaleur amicale pour tous ceux, européens ou africains, qui l'entouraient.

Connaissant bien l'Afrique pour y avoir vécu plusieurs années, notamment au Congo-Léo, Guy Smet était entré en 1959 à la Direction Générale du Développement de l'Outre-Mer. Il s'y occupait tout particulièrement de certains aspects sociaux de l'Association.

En outre, il dirigeait à l'Université Libre de Bruxelles des séminaires d'études sur la Sociologie du Travail et la Coopération Technique dans les pays en voie de développement. Ses conceptions réalistes du problème, sa franchise humaine, son refus de toute démagogie lui avaient attiré l'estime et l'amitié de tous ceux qui l'approchaient.

Que sa famille veuille bien trouver ici l'expression de nos condoléances attristées.

LE COURRIER DES LECTEURS

Je remercie très vivement la Direction qui a voulu nous mettre toujours en liaison les uns les autres, quel que soit l'éloignement qui nous sépare.

Il est vrai que la plupart d'entre nous n'ont pas connu l'Europe, notamment les anciens stagiaires du Centre International de Formation Statistique de Yaoundé (Cameroun). Mais tous ces anciens camarades appartiennent réellement à la grande famille de la C.E.E.

Dieudonné OWONA,
Yaoundé - Cameroun

Où que nous soyons, ce bulletin entretient non seulement le lien de camaraderie qui nous unit, mais aussi et surtout, il permet de nous informer et de résoudre les problèmes communs qui se posent aux pays en voie de développement.

Flavien BORA,
Tananarive - Madagascar

I am reading it with interest and I am sure that it will allow me to follow friendly progress between us African girls and the European Community.

I hope this nice idea will increase our African mind to this one of Europa and Africa in one sole fraternal, friendly and charitable road.

I can already allow me to call it our « Mail of the Association ».

MATALI

Nous remercions Boniface Tiotsop, de Douala, de la très aimable lettre qu'il nous a adressée suite à notre premier Colloque en Afrique et l'article du Courrier No 3. Nous comprenons fort bien, chers amis, que vous ne pouvez nous écrire tous, et nous prenons la lettre de votre camarade Tiotsop comme témoignage du fait que vous avez apprécié nos journées d'études de Douala.

Monsieur Tiotsop nous pose la question de savoir s'il peut participer à un autre Colloque — car nous allons sans doute en organiser dans les mois qui suivront. Je dirais que nous serons toujours très heureux de rencontrer nos vieux amis, mais que nous désirons également en faire de nouveaux. En d'autres termes par ces colloques, par ces réunions de travail, nous désirons toucher le plus grand nombre possible de vos compatriotes. Nous nous contredirions nous-mêmes si nous invitons à y participer ceux qui nous ont déjà entendus. Donc, il nous paraît plus utile de rassembler une nouvelle équipe pour chaque colloque. Ceci n'exclut évidemment pas qu'au cours d'un séjour en Afrique, nous rassemblions nos vieux amis, participants à un colloque antérieur, pendant une journée pour les mettre au courant des nouveaux développements de l'association de leurs pays au Marché commun.

Etes-vous satisfait, Boniface Tiotsop? Merci encore de votre aimable lettre et bonne chance!

UN COLLOQUE A HEIDELBERG

Mathieu Ngirira, du Rwanda

Dans le cadre des journées d'études que la Société allemande pour l'Afrique (Deutsche Afrika-Gesellschaft) a organisées à Heidelberg, du 16 au 19 mars, et auxquelles un certain nombre d'Africains, poursuivant leurs études universitaires dans la République Fédérale, ont été invités à prendre part, un fonctionnaire de la C.E.E., a tenu une série de conférences sur le Marché Commun et l'association de pays africains à cette organisation européenne. Au cours de ses exposés, qui, pour n'être pas tenu par un Professeur dans le berceau de l'enseignement universitaire allemand, n'avaient pour autant rien à envier aux séminaires académiques, le conférencier a tout d'abord rappelé à l'esprit de ses jeunes auditeurs africains les grandes étapes du mouvement historique de l'intégration européenne, mouvement dans lequel le Marché Commun s'inscrit et dont il est la plus stable, la plus fructueuse et la plus prometteuse manifestation. Après avoir mis en vedette ainsi la place importante qui revient au Marché Commun dans l'histoire de l'Europe, tant au point de vue économique, social que politique, il s'est attaché à examiner, un à un, les principes fondamentaux et les objectifs majeurs de cette organisation. La conférence suivante a été consacrée à une analyse méthodique des institutions qui régissent le Marché Commun. Il était, après cela, grand temps d'aborder le problème, qui devait cristalliser l'intérêt général des participants pour ces journées d'études, le problème de l'Association de pays africains à la C.E.E. Le dernier exposé a montré enfin quelles chances le Fonds Européen de Développement offre aux pays africains associés pour un développement harmonieux de leurs économies nationales.

L'intensité de la participation des auditeurs se faisait chaque fois remarquer par les longues discussions animées qui suivaient chaque exposé. Dans ces échanges de vues, les étudiants n'ont pas manqué de mettre sur le tapis certaines critiques émises par certains politiciens africains à l'endroit du Marché Commun, l'accusant de porter préjudice à l'unification de notre continent et d'être le bastion du néocolonialisme européen. Il faut noter à ce sujet que la majorité des participants provenaient des pays non-associés et membres du Commonwealth, les plus gros contingents étant ceux du Nigéria et du Ghana. Le conférencier, même s'il n'a pas pu convaincre son auditoire sur tous les points, a comme il se doit, réfuté énergiquement ces critiques au fur et à mesure qu'elles rebondissaient dans la discussion.

L'opinion générale qu'on peut porter sur ce colloque est que certainement il aura beaucoup profité aux participants et, je l'espère, aussi au conférencier. A ceux dont les pays sont associés ces conférences ont offert l'occasion de prendre conscience de la portée du geste que les dirigeants de leurs pays ont posé en signant la Convention d'Association. Pour ceux dont les pays projettent d'ouvrir des négociations en vue d'être associés, sous l'une ou l'autre forme, elles ont donné lieu à une appréciation objective du pas que leurs pays ont l'intention de faire. Enfin quant à ceux dont les pays n'ont pas jusqu'ici montré d'intérêt pour une association à la C.E.E., ces journées ont été l'occasion de comprendre que la signature, à Yaoundé le 20-7-1963, de la nouvelle Convention d'Association entre la C.E.E. et les E.A.M.A. n'est pas nécessairement un acte de nature à nuire aux intérêts de l'Afrique. L'association n'est pas incompatible avec l'unification de l'Afrique et elle ne constitue pas forcément un appât économique pour garder l'Afrique sous le joug de la domination européenne.

Je crois exprimer l'opinion de tous mes amis africains qui ont pris part à ces journées d'études en disant que, tous, nous nous sommes réjouis de nous trouver ensemble, anglophones et francophones, pour discuter sur une question dans laquelle nos vues peuvent parfois être divergentes et ce, pour une large part, à cause de notre passé colonial différent. Nous ne pouvons que nous estimer heureux d'avoir eu cette occasion et nous en remercions vivement la Société allemande pour l'Afrique, qui a organisé ces journées d'études à notre intention, et le conférencier, pour la profondeur de ses exposés et les discussions franches qui les ont suivis.